



**REFECTION DES FAÇADES DU CENTRE NATIONAL DE
LA DANSE
A PANTIN (93)**

APPEL D'OFFRES /M.A.P. A (OUVERTS)

REGLEMENT de la CONSULTATION

- R.C. -

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE OUVERT

Objet : Marché de travaux pour les lots 2, 3, 4, 5 et 6

Remise des offres fixée au 2 juin 2025 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - MODE DE LA CONSULTATION	4
2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.	4
2.4 - VARIANTES	4
2.5 - DELAIS D'EXECUTION	4
2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
3.1 - COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :	6
ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
4.1 CRITÈRES DE JUGEMENT	11
4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT	13
4.3 NEGOCIATIONS	13
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	14
6.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	14
6.2 VISITE DES LIEUX	15

REGLEMENT de la CONSULTATION

PREAMBULE

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur offre sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB ou support papier) peut être envoyée dans les mêmes délais par voie postale ou remise contre récépissé en main propre.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les marchés de travaux pour le projet de réfection des façades du Centre National de la Danse (CND) à Pantin (93).

Deux procédures différentes sont utilisées pour la passation des marchés publics de travaux.

L'opération de travaux de réfection des façades du CND comporte 6 lots au total, décomposés comme suit :

- Lot 1 : Travaux de réfection des façades
- Lot 2 : Etanchéité
- Lot 3 : Menuiseries extérieures
- Lot 4 : Métallerie – Serrurerie
- Lot 5 : Plomberie – CVC – DSF / Electricité
- Lot 6 : Finitions intérieures

Les lots 2 à 6 sont l'objet de cette consultation, passés en procédure adaptée ouverte (MAPA ouvert).

Le lot 1, quant à lui, fait l'objet d'une autre consultation passée en appel d'offres ouvert.

Les candidats peuvent candidater à un ou plusieurs lots même s'ils ne sont pas issus de la même consultation.

Ils ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature et offre par lot/ pour le présent marché soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement, sous peine de rejet de leur candidature.

Le cas échéant, les candidats peuvent soumissionner sous forme de groupement d'entreprises solidaire ou conjoint, en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-24, R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, en application de l'article R. 2142-24 alinéa 2.

RC- consultation pour les lots 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 Procédure : MAPA

Opération Réfection des façades du Centre National de la danse en 6 lots (AOO/MAPA)

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - MODE DE LA CONSULTATION

Deux procédures différentes sont utilisées pour la passation des marchés publics de travaux :

La présente consultation lancée sous la forme de MAPA ouvert et est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique, pour les lots n°2 à 6.

-une consultation lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la commande publique, pour le lot n°1.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

2.2.1 - Décomposition en tranches

Aucun lot ne comporte de tranche.

2.2.2 - Décomposition en lots

La présente consultation concerne les 5 lots suivants :

- Lot 2 : Etanchéité
- Lot 3 : Menuiseries extérieures
- Lot 4 : Métallerie – Serrurerie
- Lot 5 : Plomberie – CVC – DSF / Electricité
- Lot 6 : Finitions intérieures

2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.4 - VARIANTES

Le présent lot ne comporte aucune variante imposée.
Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.5 - DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement, et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **6** jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à l'article 1 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 - COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le DCE se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes :

Annexe 1	Engagements pris par le candidat pour le respect des objectifs de clause environnementale et de la charte chantier faibles nuisances renseignés dans le mémoire technique et méthodologique de son offre.
Annexe 2	Annexe relative aux clauses sociales
Annexe 3	Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :

Annexes	1	Calendrier prévisionnel des travaux et géoplanning
	2	Charte chantier faibles nuisances signée par le titulaire
	3	Plan général de coordination en matière de santé et de sécurité
	4	Rapport initial du contrôleur technique
	5	Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (Ediflex)
	6	Transmission des factures dématérialisées CHORUS PRO

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) pour tous les lots, et ses annexes :

Tous les lots sont décrits par un CCTP qui leur est propre, et par un CCGC (cahier des clauses généralités communes).

Annexes	1	Diagnostic amiante avant travaux
	2	Diagnostic plomb avant travaux
	3	Rapport acoustique
	4	Carnet organisation de chantier phasage

- Le dossier des pièces graphiques

- Les décompositions du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) pour tous les lots

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'OPPIC : <https://www.marches-publics.gouv.fr> Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

Les candidats ont à produire un dossier comprenant une candidature et une offre, au format .xlsx pour la DPGF. Elles seront entièrement rédigées en langue française.

3.2.1 Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2)
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2)
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public (document à fournir en annexe du formulaire DC2)
- Des certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle. Notamment, les certificats de qualification suivants sont demandés :
 - **LOT 2 : ETANCHEITE :**
 - Qualification 3211 - Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (Technicité courante) + Qualification 3241 - Étanchéité liquide (s.e.l.) (Technicité courante)
 - La preuve peut être apportée par des références de travaux équivalents attestant de la compétence de l'opérateur.
 - **LOT 3 : MENUISERIES EXTERIEURES :**
 - Qualification 3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment
 - Qualification 3712 - Fourniture et pose de façades-rideaux métalliques (Technicité confirmée)
 - La preuve peut être apportée par des références de travaux équivalents attestant de la compétence de l'opérateur.
 - **LOT 4 : METALLERIE – SERRURERIE :**
 - Qualification 4411 - Serrurerie-métallerie (Technicité courante)
 - La preuve peut être apportée par des références de travaux équivalents attestant de la compétence de l'opérateur.

- **LOT 5 : PLOMBERIE – CVC – DSF / ELECTRICITE :**

Pour la partie PLOMBERIE – CVC – DSF :

- Qualibat 5431 : Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC) – Technicité courante
- Qualibat 5432 : Conduits aérauliques – Technicité confirmée
- Attestation de capacité CEMAFROID n° 43541 : Manipulation des fluides frigorigènes
- Obligation RGE : Les entreprises doivent être Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) pour être éligibles aux marchés de travaux dans le cadre des aides à la rénovation énergétique.
- La preuve peut être apportée par des références de travaux équivalents attestant de la compétence de l'opérateur.

Pour la partie ELECTRICITE :

- Qualifelec MGTI : Installations électriques pour le moyen et gros tertiaire et l'industrie
- Obligation RGE : L'entreprise doit également disposer de la certification RGE en électricité, garantissant sa capacité à réaliser des installations conformes aux normes de performance énergétique.
- La preuve peut être apportée par des références de travaux équivalents attestant de la compétence de l'opérateur.

- **LOT 6 : FINITIONS INTERIEURES :**

- Menuiseries intérieures : Qualification 4312 - Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois
- Cloisons-doublages : Qualification 4131 - Plaques de plâtre (Technicité courante)
- Revêtements de sols souples « résine » : Qualification 6232 - Revêtements coulés à base de résine de synthèse (Technicité confirmée)
- Peinture nettoyage : Qualification 6111 - Peinture et ravalement (Technicité courante)
- La preuve peut être apportée par des références de travaux équivalents attestant de la compétence de l'opérateur.

- Une liste de **5 opérations de travaux (maximum)** exécutées au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans ne seront pas pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; Ces éléments doivent porter sur des travaux de technicité similaires à celle objet de la présente consultation.

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public (documents à produire en annexe du formulaire DC2).

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **DUME** (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#) (,en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le DUME doit être rédigé en français.

Avertissement

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit à l'acheteur les documents administratifs ci-après (s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature), dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de la demande de l'acheteur :

- une attestation conforme aux exigences et conditions fixées par le CCAP (article assurances) ;
- afin de démontrer qu'il ne rentre pas dans les interdictions de soumissionner obligatoires et générales listées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

3.2.2 Projet de marché

Le projet de marché rendu par les candidats devra comprendre les éléments suivants :

- ❖ **Un acte d'engagement signé** (A.E. signé) - cadre ci-joint à compléter pour le lot concerné, et ses annexes.

Seul l'attributaire du marché devra signer son acte d'engagement.

Pour les sous-traitants désignés au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P., ils doivent le préciser à l'article 7 de l'acte d'engagement.

- ❖ **La charte chantier à faibles nuisances** remplie et signée par le candidat
- ❖ **Un mémoire technique et méthodologique :**

Le mémoire technique et méthodologique devra contenir les éléments suivants :

➤ **Méthodologie du candidat :**

Dans cette partie du mémoire, le candidat fournira l'ensemble des éléments permettant de juger son approche méthodologique, notamment :

- **Description de la méthodologie et de l'organisation générale du chantier :**
 - Le plan d'installation de chantier détaillé et optimisé à fournir, Dispositions spécifiques pour l'aménagement des zones de cantonnement (entretien, nettoyage), Stockage et circulation du chantier (organisation générale, plan d'aménagement spécifique détaillé à l'opération des cantonnements, désinfection, affichages, assurer les mesures de distanciation, consommables et moyens mis à disposition, la gestion des circulations et la maintenance des équipements). Il est précisé à l'entreprise qu'elle peut étudier la possibilité d'approvisionner et/ou évacuer le chantier en utilisant des barges ou péniches depuis le canal de l'Ourcq.
 - Moyens mis en œuvre par le candidat pour garantir la santé et la sécurité du chantier, Mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité.

- **Description de la méthodologie envisagée pour la réalisation des travaux accompagnée des schémas de principe nécessaires à la compréhension des travaux, dans le contexte spécifique de l'opération :**
 - o Présentation complète des étapes du processus de chantier, détaillant comment chaque phase sera planifiée, exécutée, surveillée et évaluée.
 - o Illustration claire des plans de mobilisation des ressources nécessaires au chantier, montrant comment les effectifs, les équipements et les matériaux seront coordonnés et utilisés.
 - o Description de la gestion des interfaces avec ouvrages de différentes natures (étanchéité, sols, menuiseries extérieures, etc.).
 - o Description de la protection des ouvrages finis.
 - o Description de la manière dont la méthodologie de chantier prévoit de coordonner les activités avec d'autres corps d'état ou intervenants, assurant ainsi une harmonie et une efficacité globales sur le chantier.
 - o Description détaillée de la manière dont seront réalisés les différents essais prévus au marché ou sollicités par la maîtrise d'œuvre et de la manière dont les exigences techniques et esthétiques seront prises en compte.
- **Description de la méthodologie d'intervention**, gestion des approvisionnements, organisation des moyens de levage et de manutention, notamment si les moyens permettent d'éviter de bloquer la rue Victor Hugo ; répartition des travaux sur site et en atelier.
- **Des exemples de documents tels que des plans d'organisation interne**, des comptes rendus de réunion démontrant la communication effective au sein de l'équipe, la résolution de problèmes potentiels et la coordination des efforts, des plannings de suivi, etc.
- **Présentation de la méthodologie de levée des réserves** et des processus de livraison des ouvrages y compris les engagements en termes de garanties.

➤ **Calendrier :**

Dans cette partie du mémoire, le candidat fournira l'ensemble des éléments permettant de juger de sa capacité à respecter le calendrier de l'opération, notamment :

- Planning prévisionnel faisant apparaître les effectifs mobilisés par l'entreprise, l'enchaînement des tâches (y compris période de préparation de chantier) afin de respecter le calendrier de l'opération ainsi que le planning des études avec jalons
- Mettre en évidence la coordination temporelle des activités y compris avec les autres lots, et la gestion des délais.

➤ **Moyens humains et moyens matériels du candidat dédiés à l'opération :**

Dans cette partie du mémoire, le candidat fournira l'ensemble des éléments permettant de juger les moyens humains et matériels dédiés à l'opération, notamment :

- Effectif et qualification du personnel affecté au chantier
- Pour le personnel encadrant : préciser leur nombre, leur niveau de qualification, leurs expériences et ancienneté et le pourcentage d'affectation à l'opération
- Justification de la part de l'entreprise d'assurer une mobilisation d'effectif dès le démarrage et tout au long du chantier
- Engagement sur la capacité à mobiliser des effectifs supplémentaires pour assurer un besoin ponctuel plus important selon les phases du chantier
- Moyens matériels affectés au chantier.

➤ Démarches environnementales du chantier :

Dans cette partie du mémoire, le candidat fournira l'ensemble des éléments permettant de juger sa démarche environnementale dans le cadre de l'opération, notamment :

- **Chantier à faibles nuisances** : Méthodologie prévue pour la mise en œuvre et le contrôle des mesures à appliquer pour le respect de l'environnement conformément aux objectifs de la charte chantier faibles nuisances, avec précisions notamment des moyens et mesures mis en œuvre pour :
 - Suivre la charte et sensibilisation des ouvriers. Désignation d'une personne compétente et responsable de l'application de la charte chantier à faible nuisances et de la fourniture des documents justifiant le respect de la qualité environnementale du bâtiment ; elle doit disposer d'expériences dans la conduite d'un projet certifié détaillant ses missions et les moyens mis en œuvre pour suivre l'opération.
 - Limiter les nuisances pour le voisinage et pour les usagers du CND (acoustique, trafic, poussières, etc.).
 - Limiter les rejets dans le sol, l'eau et l'air.
 - Conservation des arbres existants, notamment les deux platanes en façade ouest (selon les indications des services municipaux compétents).
 - Assurer la propreté du chantier.
 - Méthodologie en termes de réemploi, de diminution des déchets, de recyclage ou de valorisation.
 - Limiter et Suivre les consommations d'énergie et d'eau.
 - Limitation de la pénibilité du travail des compagnons.
 - SOGED à transmettre : Stratégie prévue pour la réduction des déchets à la source, Organisation du Tri sur le chantier, filières de valorisation, surveillance du respect du tri et suivi des documents de traçabilité, ...
- **Emissions de gaz à effet de serre** : efforts réalisés en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre notamment pour le transport des fournitures et le déplacement des personnels ; efforts réalisés en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre des équipements et produits de construction.

➤ Matériaux, produits, équipements proposés :

Dans cette partie du mémoire le candidat fournira l'ensemble des éléments permettant de juger les matériaux, produits, équipements proposés pour l'opération, notamment :

- Ensemble des fiches techniques, des schémas de principe, et des détails de mise en œuvre afin de juger la conformité aux exigences spécifiées dans le CCTP. Devront faire apparaître :
 - Description détaillée de la provenance des principales fournitures, mettant en avant leur origine, leur qualité, et leur adéquation aux exigences spécifiques du projet
 - Vérification de la conformité des fournitures proposées avec les spécifications détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre au lot considéré.
 - Fourniture des fiches techniques des matériaux, produits et matériels, accompagnées de schémas de principe et de détails de mise en œuvre pour garantir une compréhension approfondie de leur utilisation.
 - Présentation des caractéristiques de durabilité des fournitures proposées, mettant en avant leur résistance au vieillissement et leur capacité à maintenir leurs performances au fil du temps.

Le candidat tâchera de fournir un mémoire technique et méthodologique d'une trentaine de pages reprenant les différents chapitres listés ci-avant. Les CV, calendrier, et SOSED peuvent faire l'objet d'annexes à ce mémoire technique et méthodologique.

La remise de ce mémoire est obligatoire.

RC- consultation pour les lots 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 Procédure : MAPA

Opération Réfection des façades du Centre National de la danse en 6 lots (AOO/MAPA)

L'offre sera déclarée irrégulière en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 4.1.2 du présent Règlement de la Consultation.

- ❖ **Le plan de formation de l'entreprise en matière de risques liés à la sécurité et à la santé des travailleurs** notamment en présence d'agents chimiques comme le plomb
- ❖ **La décomposition du prix global et forfaitaire** en euros suivant le cadre imposé

Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire n'est donné qu'à titre indicatif en ce qui concerne la définition des quantités, lorsqu'elles y figurent. Ces quantités ne pourront en aucun cas être considérées comme contractuelles.

Les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu'ils jugeront nécessaires à ce cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations.

- ❖ **Une visite obligatoire**, attestée par le registre des visites sur place, tenu par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 CRITÈRES DE JUGEMENT

4.1.1- Critère de jugement des candidatures

Sur la base des justifications remises, la liste des candidats déclarés recevables sera établie en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées.

Régularisation des candidatures :

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

4.1.2 – Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Concernant les critères permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères suivants énoncés ci-dessous.

1 – le prix noté sur 40 (points)

L'offre financière conforme la moins-disante se verra affecter la note maximale. Les autres propositions seront notées par rapport à cette offre selon la formule suivante :

$$\text{Note (sur 40)} = 40 \cdot (P1/Pn)^2$$

dans laquelle :

N = note de l'offre jugée

P1 = montant de l'offre la moins-disante

Pn = montant de l'offre jugée

RC- consultation pour les lots 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 Procédure : MAPA

Opération Réfection des façades du Centre National de la danse en 6 lots (AOO/MAPA)

2- La valeur technique notée sur 60 (points)- selon mémoire technique du candidat

Sous-critère Méthodologie du candidat, noté sur (20 points) sur la base des éléments fournis relatifs à la méthodologie du candidat ;

Sous-critère Calendrier, noté sur (10 points) sur la base du calendrier fourni par le candidat et sur l'ensemble des éléments permettant de juger de sa capacité à respecter le calendrier de l'opération ;

Sous-critère Moyens humains et moyens matériels du candidat dédiés à l'opération, noté sur (10 points) sur la base des éléments fournis relatifs au moyens humains et matériels du candidat ;

Sous-critère Démarches environnementales du chantier, noté sur (10 points) sur la base des éléments fournis relatifs à la démarche environnementale du candidat ;

Sous-critère Matériaux, produits, équipements proposés, noté sur (10 points) sur la base des éléments fournis relatifs aux matériaux, produits, équipements proposés par le candidat.

Afin qu'une notation homogène des candidats soit possible, les éléments correspondant aux critères et sous critères devront être intégrés dans le cadre de mémoire technique ou méthodologique proposé.

Variantes libres (variante classique à l'initiative du candidat) :

Les variantes classiques à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

Classement final :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix.

L'addition de chacune des notes (valeur technique 60 points + valeur prix 40 points), relatives à chaque critère, permettra d'établir le classement final sur 100 points.

Examen des offres :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

Régularisation des offres :

En vertu de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, et dans le cas où des négociations ne sont pas menées avec les candidats, la personne publique se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'elle use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

RC- consultation pour les lots 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 Procédure : MAPA

Opération Réfection des façades du Centre National de la danse en 6 lots (AOO/MAPA)

4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT

Les candidats sont informés que la personne publique souhaite conclure le marché en EURO.

Les modalités de règlement sont définies à l'article 3 du C.C.A.P.

4.3 NEGOCIATIONS

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité. Les négociations pourront avoir pour objet de permettre aux candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables de les rendre régulières ou acceptables, dans le cas où ces offres n'ont pas été considérées comme anormalement basses.

Les négociations pourront avoir lieu avec l'ensemble des candidats.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au cahier des charges.

Au terme de ces négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne un attributaire à titre provisoire. Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat s'il ne produit pas dans le délai imparti à l'article 3.2.1 (« Avertissement ») les documents visés à ce même article.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et offres seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de l'OPPIC (profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise...).

Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;

- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;

- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 500 mégas octets) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

RC- consultation pour les lots 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 Procédure : MAPA

Opération Réfection des façades du Centre National de la danse en 6 lots (AOO/MAPA)

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

En complément de l'offre sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que la remise de l'offre. L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération.

L'enveloppe extérieure portera **impérativement** la mention :

« CND/MAPA ouvert- Copie de sauvegarde – **NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER** »

OPPIC
Département des marchés et des affaires juridiques
30 rue du château des rentiers
CS 61336
75647 Paris cedex 13.

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3^{ème} étage de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16 heures le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ATTENTION :

L'attributaire pressenti devra signer électroniquement son offre.

L'OPPIC utilise le parapheur électronique DOCAPOST.

Ce parapheur permettra à l'attributaire pressenti de signer électroniquement l'acte d'engagement du marché, via le parapheur électronique.

Chaque candidat doit donc remplir attentivement l'acte d'engagement :

Il convient d'indiquer le **courriel du représentant légal de la société soumissionnaire (personne physique habilitée juridiquement à signer le contrat)** car c'est ce courriel qui sera utilisé par l'OPPIC pour transmettre le **parapheur électronique** du marché, en vue de la signature de l'acte d'engagement par l'attributaire.

La notification du marché au titulaire se fera par le profil acheteur de l'OPPIC, la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le titulaire recevra un lien actif/hypertexte lui permettant d'accuser réception du message de notification de son marché sur la plateforme PLACE. Il sera invité à cliquer sur ce lien pour que la plateforme prenne en compte la notification.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

6.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10** jours avant les date et heure limites, via la plateforme PLACE.

Les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) **6** jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

6.2 VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour irrégularité.

Une inscription préalable aux visites est obligatoire. Les candidats devront confirmer leur présence en adressant un mail, au plus tard 48 heures avant la date de visite, aux personnes suivantes :

- prise de contact avec Mme. Floriane PAGLIANO au 06 46 76 97 94
ou par mail à f.pagliano@oppic.fr

ou avec Mr. Bertrand Desmarais au 06 73 69 92 27
ou par mail à b.desmarais@oppic.fr

Cette visite, encadrée par le pouvoir adjudicateur, devra être organisée pendant la période de consultation.

Lors de l'inscription, les candidats devront indiquer la liste des personnes participant à la visite.

Un registre des visites sera tenu par l'OPPIC, en lieu et place d'une attestation.